

Les femmes dans le processus de décision local: leaders du changement global

Résumé des principaux enjeux

Toute collectivité dont les citoyens peuvent bénéficier de l'accès aux activités sociales, économiques et politiques, joue un rôle majeur dans l'éradication de la pauvreté.

Bien que seulement deux des huit **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** mentionnent explicitement les femmes, il est clair que chaque objectif a un impact direct sur la vie des femmes. La pauvreté a un visage féminin, tout comme le VIH, la protection de l'enfance et l'éducation. Les femmes sont donc des acteurs clés pour la réalisation de ces objectifs.

"Le gouvernement local a une place unique dans la lutte mondiale pour le droit des femmes... L'intégration systématique des femmes renforce les bases de la démocratie, l'efficacité et la qualité des gouvernements locaux".

La contribution des femmes au progrès de la vie des collectivités est largement reconnue, mais ceci n'est pas suffisamment reflété dans les politiques nationales et internationales. La collectivité dans son ensemble, chaque homme, femme et enfant, bénéficiera de l'amélioration de la condition de la femme. Si l'on veut un réel changement social, les campagnes de sensibilisation doivent être dirigées de préférence vers les hommes, les filles et les garçons.

De par leurs compétences, les gouvernements locaux jouent un rôle-clé dans le renforcement du rôle des femmes:

1. Dans de nombreux pays, les autorités locales sont les principaux employeurs, grâce à leurs compétences dans les écoles publiques, les hôpitaux, dans le secteur de l'environnement et des transports;
2. Les autorités locales ont la capacité de créer des services permettant aux femmes de s'engager davantage dans leurs communautés, comme les garderies et / ou les soins aux personnes âgées;
3. Ils ont aussi des responsabilités en matière d'éducation de base, de santé et des services essentiels dans les villes où les femmes vivent, comme les transports en commun, l'eau potable, l'assainissement et la planification urbaine.

La participation des femmes dans la vie politique

Si l'on veut encourager le développement, il est nécessaire de **traduire dans le domaine politique** les compétences manifestes des femmes à œuvrer pour le bien-être de leurs familles et de leurs communautés. La stratégie de développement doit encourager, durant les dix prochaines années, la participation des femmes dans le processus de prise de décisions au niveau local.

La parité entre les femmes et les hommes aux postes à responsabilité soumis à l'élection populaire, à tous les niveaux de gouvernement, doit être un objectif prioritaire en raison de l'impact que cela peut avoir sur les autres sphères d'activité. La participation accrue des femmes à la vie politique contribuera à développer des services plus adaptés aux femmes, à une augmentation des emplois des femmes et à l'élaboration de politiques fondées sur les besoins spécifiques des femmes et des fillettes.

Dans tous les pays du monde, les femmes demeurent sous-représentées dans les postes de responsabilité politique. Toutefois, contrairement à la stagnation observée au niveau national, le nombre de femmes dans les postes de décision au

niveau local sont en augmentation lente mais constante, souvent grâce à l'introduction de systèmes de quotas, comme dans les nouvelles démocraties en Afrique, et à une décentralisation accrue, en particulier en Amérique latine. Il est intéressant de remarquer que le pourcentage de femmes conseillères locales est plus élevé que celui des femmes parlementaires, et ceci dans presque tous les pays du monde. L'application de quotas a fait sa preuve comme instrument clé.

Un autre outil majeur pour consolider la participation politique de la femme et de promouvoir le développement de politiques sensibles aux droits des femmes, est la constitution de réseaux de femmes élues. Avec l'appui des associations des autorités locales, ces réseaux de femmes élues au niveau local ont créé, au sein de leurs partis politiques respectifs, des groupes de femmes qui font pression afin d'obtenir une augmentation du nombre de femmes candidates à des postes éligibles. Ces groupes de femmes ont également contribué à faire évoluer les cultures politiques dominantes qui freinent la participation des femmes en politique, comme les réunions à des heures tardives et le manque de financement.

Cette étroite collaboration entre organisations de femmes et associations de gouvernements locaux a contribué à augmenter la participation politique de la femme. Ces organisations et associations appuient les femmes élues au cours de leur mandat et encouragent des politiques sensibles aux droits des femmes.

Des gouvernements locaux inclusifs

La participation et l'engagement des gouvernements locaux sont essentiels pour contribuer à l'égalité des sexes et à l'autonomie des femmes. Le Conseil des Communes et Régions d'Europe a approuvé, en 2006, une *Charte pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale*, en incitant les gouvernements locaux et régionaux d'Europe à adopter des mesures concrètes pour l'égalité des sexes à tous les niveaux de la vie locale. Elle a été souscrite à ce jour par 1278 gouvernements locaux européens.

Des engagements concrets sont nécessaires dans les domaines suivants:

Pauvreté: Le manque d'infrastructures en eau potable, électricité ou assainissement sont des manifestations de la pauvreté. Ce sont des secteurs où les collectivités locales ont des compétences directes. La planification urbaine et l'amélioration des taudis ont un impact sur les conditions de vie des femmes, qui constituent la majorité des pauvres, et qui sont souvent les premières à être affectées par l'absence de services.

Éducation et formation: Le manque de ressources nécessaires pour investir dans les écoles et assurer la scolarisation des filles freine l'avenir des femmes.

Droits de l'homme, éviter la discrimination: la gouvernance inclusive contribue au respect des droits de l'homme et au changement social nécessaire pour améliorer la condition de la femme. Par exemple, les règlements et les politiques locales peuvent contribuer à accroître les offres d'emploi et à offrir des conditions plus égalitaires aux femmes

Violence: Les gouvernements locaux ont une grande expérience dans le développement de services pour la protection des femmes, comme les centres municipaux pour les femmes victimes de violences conjugales. Grâce à ces centres, qui offrent un refuge aux femmes jusqu'à ce qu'elles puissent subvenir à leurs besoins, des millions de femmes, dans le monde, ont recommencé une vie meilleure avec leurs enfants.

Santé: Dans de nombreux pays pauvres, les gouvernements locaux sans ressources ont la responsabilité d'assurer des points d'accès à l'eau potable dans les bidonvilles, les toilettes publiques et les hôpitaux de proximité. Investir dans la capacité des autorités locales à fournir des services universels de base, c'est investir dans les femmes et dans la santé des familles.

Économie: Les responsabilités des gouvernements locaux dans la promotion de partenariats public-privé et dans la création d'un environnement favorable au développement, notamment à travers des stratégies de développement urbains, contribuent également à renforcer la participation des femmes dans leurs communautés.